



## « Gouvernement inconstitutionnel », l'opposition dans la rue aujourd'hui à Beyrouth. Siniora fait appel aux USA

Par [Stefano Chiarini](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 01 décembre 2006

[Il manifesto](#) 1 décembre 2006

Par la voix de ses représentants les plus autorisés : le leader du parti chiite Hezbollah, Sayed Hassan Nasrallah et l'ex-général chrétien maronite Michel Aoun, secrétaire du Mouvement patriotique libre, l'opposition libanaise a rompu hier les délais, et, la semaine de deuil pour le meurtre de Pierre Gemayel étant terminée, elle a invité la population à descendre dans la rue à partir de cet après-midi (1er décembre, NDT) et pour un temps indéterminé, afin de demander la démission du gouvernement Siniora et la formation d'un exécutif d'unité nationale. Ou bien, autrement, la convocation de nouvelles élections, anticipées, avec la formation d'un nouveau parlement qui, à son tour, élira l'an prochain un nouveau président de la république, expression, lui aussi, comme le requiert la Constitution, des principales forces politico confessionnelles du pays.

Le vaste front qui sera à partir d'aujourd'hui dans la rue, comprend aussi l'autre mouvement chiite modéré « Amal » -dirigé par le président du parlement Nabih Berri-, plusieurs mouvements sunnites -de Saïda dans le sud à Tripoli au nord- et chrétiens maronites, mais aussi des organisations minoritaires druzes et des mouvements progressistes comme le Parti du peuple de Najah Wakim et, sur une position autonome même le Parti Communiste ; ce front accuse le gouvernement en charge et sa majorité (le Parti de l'avenir, de la Hariri Inc., l'ultra-droite phalangiste de Samir Geagea et Admin Gemayel, et le leader druze Walid Joublatt) d'avoir rompu le pacte de gouvernement et d'avoir davantage tenu compte des demandes de Georges Bush et de Chirac que des intérêts du pays, au point de ne pas avoir soutenu la résistance pendant la guerre de cet été avec Israël et de vouloir continuer à gouverner en violant la Constitution, bien que dans l'exécutif, après la démission des cinq ministres chiites et un grec-orthodoxe, les principales forces politiques et confessionnelles du Liban ne soient plus représentées. Les manifestants, qui se sont donnés rendez-vous cet après-midi dans le centre de la ville, garnie de milliers de soldats et policiers, sous la colline où depuis des semaines, sont désormais retranchés les ministres du front pro Usa, demanderont à pleine voix la formation d'un gouvernement d'unité nationale où la minorité politico parlementaire -en réalité depuis longtemps majoritaire dans le pays- et la communauté chiite, qui a payé le prix fort pour arrêter l'invasion israélienne, auraient au moins un tiers des ministres et pourraient ainsi bloquer d'éventuelles décisions qu'ils jugent « contraires aux intérêts du pays » : depuis le désarmement de la résistance, au contrôle par des troupes étrangères du territoire, des eaux et de l'espace aérien, d'une paix séparée avec Israël sans retrait de Tel Aviv des territoires occupés jusqu'à une cour internationale sur le meurtre de Hariri qui (comme ça s'est déjà produit avec la commission d'enquête sur le meurtre de l'ex-premier ministre) viole la souveraineté libanaise et se révèle être non pas

un instrument au service de la vérité et de la justice –sur quoi toutes les forces politiques libanaises sont d'accord- mais bien au contraire une arme dans les mains des Usa pour déstabiliser le Liban et la Syrie voisine en favorisant leur émiettement ethnico-confessionnel. D'où le caractère « national » de la protestation d'aujourd'hui et l'interdiction de descendre dans la rue avec des drapeaux et des slogans de parti.

Réponse très dure du premier ministre Fouad Siniora qui, dans la soirée d'hier, a comparé la requête d'un gouvernement d'unité nationale ou de nouvelles élections à un « coup d'état », et a déclaré – en essayant ainsi de se garder un rôle à venir dans la crise interne des forces de l'Unifil – que « le système démocratique parlementaire est en danger ». A la tombée de la nuit, des milliers de posters à l'effigie de Nasrallah sont apparus dans toute la partie occidentale de Beyrouth tandis que les immeubles de la partie orientale, chrétienne, étaient déjà ornés des banderoles orange du mouvement de Michel Aoun.

*Edition de vendredi 1er décembre 2006 de [il manifesto](#)*

*Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio (Palestine13)*

La source originale de cet article est [Il manifesto](#)  
Copyright © [Stefano Chiarini](#), [Il manifesto](#), 2006

---

Articles Par : [Stefano Chiarini](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)